



## Convergence Globale des lutttes pour la terre et l'eau Ouest Africaine - CGLTE OA [www.africaconvergence.net](http://www.africaconvergence.net)



### ***Déclaration du Forum Africain sur les rôles et responsabilités des femmes et des jeunes dans la gouvernance foncière suivant les Us et Coutumes de la Convergence Globale des Lutttes pour la Terre et l'Eau ouest africaine (CGLTEOA)***

Nous, paysannes et paysans, victimes d'accaparements de terre, autorités locales, universitaires, représentantes et représentants d'associations, toutes et tous rassemblé-es autour de nos autorités coutumières, toutes et tous venu-es du Bénin, Burkina Faso, Côte-d'Ivoire, Gambie, Ghana, République de Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Léone, Tchad, Togo et de toutes les régions du Mali, plus de 300 personnes se sont retrouvées lors du **Forum Africain sur les rôles et responsabilités des femmes et des jeunes dans la gouvernance foncière suivant les Us et Coutumes** de la Convergence Globale des Lutttes pour la Terre, l'Eau et les semences paysannes ouest africaine, à Sélingué au Centre international de formation en agroécologie paysanne de Nyéléni, du 05 au 07 Décembre 2019, puis le 8 décembre, dans le cadre du Village des Sans Terres, avec plus de 1000 personnes dans le Mandé, berceau historique de la sous-région ouest africaine et sahélienne.

A l'attention de toutes les oreilles et à l'image de la sagesse de nos ancêtres déclinée dans la **Charte de Kouroukan Fuga**, nous nous sommes réunis ici, à Kangaba, pour contribuer à l'amélioration de la gouvernance foncière en suscitant une conciliation des bonnes pratiques coutumières et traditionnelles avec les politiques et lois foncières progressistes, notamment pour les femmes et les jeunes.

Conscient-es de l'importance des us et coutumes dans la gouvernance foncière dans nos pays, nous saluons l'Engagement des chefs coutumiers et traditionnels, signé par tous ceux ici présents, pour faire progresser les droits fonciers des femmes et jeunes sur les terres dans les us et coutumes, renforçant ainsi les liens déjà tissés lors du passage des caravanes de la Convergence Globale de Lutttes pour la Terre, l'Eau et les semences paysannes Ouest Africaine (CGLTE – OA) dans leur pays.

Pendant ces jours, nous, actrices et acteurs, après avoir débattu-es en groupe et en plénière,

**Nous constatons que :**

- la terre appartient à 3 catégories de personnes : nos ancêtres, les vivants et les générations futures, ce qui fait que la terre est un bien commun qui ne devrait faire en aucun cas l'objet de marchandisation ;
- les droits coutumiers sont liés à une diversité de cultures, de langues, de religions, d'ethnies, de pratiques, des contextes agroécologiques avec leurs différents usages et leur complémentarité (agriculture, élevage, pêche forêt, etc.) ;
- il est nécessaire de trouver des stratégies pour une conciliation des droits fonciers entre la législation foncière et les us et coutumes, et aussi en faveur des femmes et des jeunes ;
- le décalage entre législation foncière et us et coutumes favorise les accaparements de terre avec des abus de pouvoir tant des autorités locales, que coutumières accompagnés le plus souvent de violence ;
- la venue des investisseurs et spéculateurs internationaux et nationaux avec l'aide de nos Etats a créé une dissension au sein de nos communautés en aggravant l'instabilité ;
- la femme rurale est l'épine dorsale de sa communauté ce qui fait qu'elle a besoin d'être sécurisée sur les terres des familles, des villages, contribuant ainsi au bien-être global de la famille, des communautés et du pays ;
- les comités villageois ainsi que les chefs traditionnels et coutumiers sont de moins en moins impliqués dans la gestion des conflits ;

#### **Nous recommandons de:**

##### ***aux chefs traditionnels et coutumiers***

- apporter leur soutien à la CGLTE-OA et de lutter ensemble contre les accaparements des terres ;
- renforcer les actions de sensibilisation et d'actions au niveau local pour une prise de conscience des communautés et un changement de leurs comportements pour faciliter l'accès sécurisé des femmes et jeunes à la terre ;

##### **aux communautés**

- cartographier et répertorier les terres coutumières en tenant en compte de l'évolution des us et coutumes notamment pour les jeunes et les femmes, accompagné de convention locales ;
- garantir une sécurisation sociale sur les terres des familles et des villages pour les femmes et jeunes;
- valoriser et favoriser la complémentarité de tous les membres de la famille et leur assurer l'accès sécurisé et équitable aux ressources surtout productives ;

##### **aux femmes et aux jeunes**

- ne pas revendiquer la propriété privée (les titres fonciers)
- s'engager et afficher la volonté de travailler les terres et de ne pas s'en emparer pour en faire un fonds de commerce, pour financer la migration ou autres;
- développer une synergie d'action des femmes et des jeunes au plan régional ;

### aux Etats

- responsabiliser les femmes et les jeunes et favoriser un accompagnement dans la valorisation des investissements qui leur sont confiés ;
- Intégrer des jeunes et femmes dans les instances décisionnelles, tant au plan coutumier que dans les institutions étatiques ;

### à la CGLTE-OA

- mettre en place un cadre entre les plateformes nationales de la CGLTE - OA et les chefs coutumiers pour discuter des voies et moyens concernant la gouvernance foncière dans chaque pays avec un focus pour les femmes et les jeunes ;
- porter des politiques et lois foncières inclusives respectant les droits fonciers coutumiers ;
- faire la restitution de ce forum dès leur retour ;
- organiser des actions de sensibilisation sur l'accès sécurisé des femmes et des jeunes aux ressources foncières ;
- poursuivre le développement du dialogue intergénérationnel entre les trois entités (chefferies, femmes , jeunes) pour continuer à améliorer une gouvernance foncière coutumière équitable et inclusive
- créer un lien fort CGLTEOA – CEDEAO afin d'intégrer la reconnaissance les droits coutumiers dans les textes sous régionaux traitant de la question en s'appuyant sur le cadre et lignes directrices de l'Union africaine sur les politiques foncières en Afrique et la Déclaration des droits paysans et des travailleurs en zone rurale ;

Nous prenons acte avec enthousiasme, de l'engagement des chefs coutumiers à s'organiser en réseau sous régional et à devenir des répondants de la CGLTE-OA, de même nous encourageons les communicateurs traditionnels à travailler ensemble avec la Convergence, tous en solidarité, avec des objectifs communs autour de la sécurisation foncière équitable pour promouvoir un avenir durable avec comme pilier l'agriculture familiale basée sur l'agroécologie paysanne pour atteindre la souveraineté alimentaire dans la dignité .

Nous les communautés, les chefs coutumiers et les défenseurs des droits humains, allons montrer l'exemple et être de vraies actrices et de vrais acteurs du changement dans nos villages, dans nos communes, dans nos pays pour développer nos terroirs dans la sécurité, l'équité, l'harmonie et la Paix.

Nous nous engageons à ne pas vendre nos Terres et à régler nos conflits fonciers dans le dialogue !

Nous nous engageons à protéger nos Terres et nos ressources naturelles !

Nous nous engageons à sécuriser et promouvoir le rôle des femmes et des jeunes dans nos communautés !

Nous nous engageons à valoriser, à protéger nos terres collectives sécurisées pour la souveraineté alimentaire et celle de nos nations !

*Fait à Kangaba – Mali, le 08 décembre 2019*